

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 17/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PMA (ex CAPM) Déchèterie - VOUEAUCOURT**

8 rue des Alliés  
BP 98407  
25200 Montbéliard

Références : UID257090/SPR/JP/2026-0225A  
Code AIOT : 0005902634

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement PMA (ex CAPM) Déchèterie - VOUEAUCOURT implanté Déchèterie de Voujeaucourt Zone de la Charmotte 25420 Voujeaucourt. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour l'année 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PMA (ex CAPM) Déchèterie - VOUEAUCOURT
- Déchèterie de Voujeaucourt Zone de la Charmotte 25420 Voujeaucourt

- Code AIOT : 0005902634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchèterie de VOUEAUCOURT est gérée par Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), avec une exploitation en régie directe pour les zones dites du « haut de quai » et du « bas de quai ».

PMA assure la gestion de sept déchèteries réparties sur l'ensemble du territoire des 73 communes composant le groupement Pays de Montbéliard Agglomération.

Cette communauté d'agglomération représente une population d'environ 140 000 habitants, répartie sur une superficie de 450 km<sup>2</sup>, soit une densité moyenne de 311 habitants par km<sup>2</sup>.

Sur le périmètre géographique, ce sont :

- 43 points recyclage : apport volontaire des déchets recyclables
- 6 déchèteries fixes,
- 1 déchèterie mobile : gratuites pour les particuliers avec carte d'accès
- 1 compostière : valorisation des déchets verts et vente de compost
- 1 centre de tri et de transfert des encombrants : stockage, pré-tri et broyage avant valorisation
- 1 quai de transfert des flaconnages, fosse à verre, atelier de réparation et bureaux
- 1 usine d'incinération des ordures ménagères

Les déchèteries du périmètre :

1 COLOMBIER-FONTAINE

2 MONTBÉLIARD

3 PONT-DE-ROIDE-VERMONDANS

4 SELONCOURT

5 VIEUX-CHARMONT

6 VOUEAUCOURT

7 DÉCHÈTERIE MOBILE (12 emplacements répartis sur le territoire :Allenjoie, Badevel, Bart, Bavans, Dampierre-les-Bois, Dasle, Fesches-le-Châtel, Hérimoncourt, Mandeure, Mathay, Taillecourt, Vandoncourt.)

L'installation objet de la présente visite a été régulièrement déclarée en 1994 (récépissé de déclaration en date du 22 juin 1994), puis a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 1er juin 2004, pour une superficie d'exploitation de 4 530 m<sup>2</sup>, alors supérieure au seuil de 2 500 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

L'installation relève du classement suivant selon la nomenclature des rubriques ICPE:

- 2710-1-a : collecte de déchets dangereux, quantité de déchets susceptibles d'être présents: 12 T (Supérieure ou égale à 7 t - régime A)

- 2710-2-a : collecte de déchets non dangereux, volume de déchets susceptibles d'être présents: 430 m<sup>3</sup> (Supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup> - régime E)

Cette autorisation portait notamment sur les équipements et aménagements suivants :

- un local de gardiennage ;
- des quais sur lesquels sont implantées les bennes destinées à la réception des différents flux de déchets (cartons, encombrants non triés, déchets verts, papiers, bois, gravats et déblais, métaux ferreux et non ferreux, pneus) ;
- une plate-forme goudronnée sur laquelle sont disposés :
  - des conteneurs dédiés aux flacons, au verre, aux vêtements, aux huiles de friture et aux huiles moteur ;
  - un sac destiné au stockage du polystyrène ;
  - un bac de récupération des cartouches d'encre d'imprimantes et de télécopieurs ;
- deux bennes fermées, chacune équipée de quatre casiers étanches, destinés au stockage des batteries, solvants, peintures et piles.

À ce jour, le site assure la collecte de déchets non dangereux et de déchets dangereux issus des apports volontaires des producteurs initiaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site, dans son ensemble, apparaît propre et correctement tenu le jour de la visite. La personne rencontrée a engagé une reprise en main progressive des différentes thématiques d'exploitation, à la suite du changement d'interlocuteur responsable des sites concernés.

La base de connaissances réglementaires demeure toutefois à consolider, afin de garantir une conformité pérenne de l'exploitation des sites au regard des exigences applicables aux installations classées :

- d'une part, par la mise en œuvre d'un plan d'actions structuré permettant une montée en conformité progressive de chaque site, fondée sur un état des lieux initial, une hiérarchisation des écarts constatés et un calendrier de régularisation adapté ;
- d'autre part, par l'instauration d'une organisation interne pérenne intégrant une veille réglementaire formalisée, des procédures opérationnelles harmonisées et un suivi régulier des obligations applicables, afin de prévenir toute dérive et d'assurer dans la durée le respect des prescriptions réglementaires.

Cette démarche devra être déclinée à l'échelle de chaque établissement et accompagnée d'outils de suivi permettant d'objectiver le niveau de conformité atteint et son maintien dans le temps.

Le système documentaire existant (procédures, consignes, registres, suivis réglementaires) nécessite d'être mis à jour et renforcé, notamment au regard des nouvelles obligations ICPE entrées en vigueur au 1er juillet 2024 et au 1er janvier 2025, relatives à l'application de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan, suivi et	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	enregistrement	26/03/2012, article 10 & 11		
2	Plan, suivi et enregistrement	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Demande d'action corrective	6 mois
3	Moyens de protection, installations techniques et infrastructures	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande d'action corrective	6 mois
4	Réseaux, installations techniques et infrastructures	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31	Demande d'action corrective	6 mois
7	Suivi et enregistrement d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Procédure et organisation interne	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
11	Procédure et organisation interne	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Réseaux, installations techniques et infrastructures	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1	Sans objet
8	Contrôles réglementaires	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet
9	Procédure et Organisation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1 II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	interne		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder à une **mise à jour complète de l'ensemble des procédures et documents de suivi interne** applicables au site.

L'**absence de plan de défense incendie**, consécutive au **transfert de compétence** en interne, doit être **rapidement prise en charge et résolue** par la **production des documents réglementairement attendus**.

Cette démarche devra être **déployée de manière homogène sur l'ensemble des déchèteries** exploitées par la collectivité, en tenant compte de leur **régime de classement ICPE** et en stricte **concordance avec les arrêtés ministériels applicables**, en fonction du **type d'installation** et du **volume d'activité exercé**.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan, suivi et enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10 & 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation et état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Localisation des risques.</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (...) <b>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Non conforme.  Le plan consulté le jour de la visite, ne localise pas les risques de manière objective et ne repose pas sur une analyse précise et détaillée des zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.  En l'état, le document présenté ne permet pas d'identifier clairement les secteurs à risques au regard des produits et déchets effectivement présents dans la déchèterie.  Au regard de ces éléments, la prescription relative à la localisation des risques et à l'identification des zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre n'est pas respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>L'exploitant établira un plan de localisation des risques mis à jour, cohérent avec les conditions réelles d'exploitation du site.</p> <p>Ce document devra identifier de manière précise et argumentée les zones présentant des risques, notamment au regard de la nature et des quantités de produits et déchets présents, et être intégré au plan général des stockages conformément aux exigences réglementaires.</p> <p>Le plan mis à jour sera transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Plan, suivi et enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans des locaux et schéma des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Non conforme.</p> <p>Le plan des réseaux présenté lors de la visite ne permet pas une compréhension rapide et aisée du positionnement des équipements d'alerte et de secours.</p> <p>Le document ne mentionne pas de manière exploitable les dangers présents par local ou zone et ne permet pas d'identifier clairement la localisation des organes à actionner en cas de dysfonctionnement.</p> <p>En l'état, les documents ne répondent pas aux exigences de lisibilité, d'exhaustivité et d'identification des dangers et des organes de sécurité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant établira des documents mis à jour, cohérents avec les conditions d'exploitation du site, intégrant de manière explicite :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• le positionnement des équipements d'alerte et de secours ;</li> <li>• les plans des locaux avec mention des dangers présents ;</li> <li>• le schéma des réseaux entre équipements ;</li> <li>• la localisation précise des moyens à actionner en cas de dysfonctionnement (vannes manuelles, boutons poussoirs ou dispositifs équivalents).</li> </ul> <p>Ces documents devront être exploitables et tenus à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les éléments mis à jour seront transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Moyens de protection, installations techniques et infrastructures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>[...]</p> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit</p>



la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

Il a été constaté la présence de deux poteaux incendie :

- le poteau 54 situé à 125 m de l'entrée principale ;
- le poteau 46 situé à 90 m du site.

Aucun élément relatif au débit disponible ni à la pression résiduelle à 60 m<sup>3</sup>/h n'a été fourni au service d'inspection.

En l'absence de justification sur la disponibilité effective du débit requis, la prescription relative à la défense extérieure contre l'incendie n'est pas respectée.

Concernant les moyens de première intervention, deux extincteurs (un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres et un extincteur poudre 9 kg) sont présents sur site (rapport de vérification en date du 09/09/2025). Au regard des éléments observés, cette disposition apparaît conforme.

Il est toutefois recommandé à l'exploitant de vérifier l'adéquation du nombre, de la répartition et du dimensionnement des extincteurs avec les risques identifiés et la configuration du site, en tenant compte notamment des situations de défaillance, d'indisponibilité ou d'intervention simultanée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des caractéristiques hydrauliques des poteaux incendie identifiés (diamètre effectif, débit disponible et pression résiduelle à 60 m<sup>3</sup>/h).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Réseaux, installations techniques et infrastructures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31

**Thème(s) :** Risques chroniques, Schéma des réseaux prévention de la pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.

**Constats :**

Non conforme.

Le plan présenté ne fait pas apparaître de manière exhaustive et exploitable les secteurs

collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure ainsi que les vannes manuelles et automatiques.

L'organisation des réseaux et des écoulements ne peut pas être clairement identifiée à partir du document consulté.

En l'état, le plan des réseaux de collecte des effluents ne répond pas aux exigences réglementaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra à jour le plan des réseaux de collecte des effluents.

Le document devra faire apparaître de manière exhaustive :

- les secteurs collectés, selon une logique de bassin versant ;
- les points de branchement, regards, avaloirs ;
- les postes de relevage et de mesure ;
- les vannes manuelles et automatiques ;
- tout autre information pertinente selon l'analyse réalisée.

Le plan actualisé sera intégré au dossier de l'installation et transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Réseaux, installations techniques et infrastructures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de

contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>Une opération de pompage du séparateur d'hydrocarbures a été réalisée le 24/10/2025 par un prestataire spécialisé, attestant du respect de la périodicité annuelle de vidange.</p> <p>Aucune formalisation de contrôles visuels réguliers enregistrés n'a toutefois pu être transmise au service de l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de formaliser un suivi visuel régulier du séparateur avec enregistrement des contrôles réalisés. Ceci pour permettre de justifier du respect de l'obligation d'entretien du séparateur d'hydrocarbures en cas d'atteinte par les boues de la moitié du volume utile du débourbeur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des batteries issues des DEEE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>Les DEEE sont stockés dans un conteneur dédié. Les apporteurs déposent les équipements dans des caisses grillagées prévues à cet effet, puis les agents procèdent à un tri dans des bacs distincts selon les caractéristiques des équipements.</p> <p>La consigne de séparation entre équipements filaires et équipements contenant des batteries est connue et appliquée par les agents.</p> <p>Les conditions d'entreposage observées ne révèlent pas de risque d'endommagement lié à la manutention.</p>

Il est recommandé à l'exploitant de formaliser et renforcer les consignes de tri des DEEE, notamment ceux susceptibles de contenir des batteries, par une formalisation écrite, un affichage visible sur site, leur intégration dans la formation des agents et la mise en place de rappels réguliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Suivi et enregistrement d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition ;</li> <li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié</li> <li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- l'identité du transporteur ;</li> <li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Non conforme.</p> <p>L'exploitant indique disposer d'un logiciel dédié permettant l'enregistrement des mouvements de déchets, intégrant les champs réglementaires attendus.</p> <p>L'extraction du registre des déchets sortants pour l'année 2025 n'a pas pu être présentée le jour de la visite, ce qui n'a pas permis de vérifier les informations de traçabilité enregistrées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'extraction complète du registre des déchets sortants pour l'année 2025, incluant les flux de déchets dangereux et non dangereux.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Contrôles réglementaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont [...] entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique de l'installation électrique dans le cadre de la prévention des risques d'accident, daté du 06/11/2025.</p> <p>Le rapport du 06/11/2025 mentionne trois observations, dont une relevée depuis le contrôle réalisé en 2021. Deux nouvelles observations sont issues du contrôle 2025.</p> <p>Aucun rapport d'inspection thermographique n'est réalisé en complément des vérifications périodiques électriques.</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de compiler et d'enregistrer les éléments justificatifs attestant de la prise en compte et du traitement des observations, comprenant attestations de levée, rapports d'intervention, factures ou comptes rendus techniques confirmant la mise en conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Procédure et Organisation interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des incendie et exercice
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p> <p>L'exploitant confirme la présence d'une ligne téléphonique fixe, accessible aux agents présents sur site, permettant de contacter les services d'incendie et de secours en cas de besoin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Procédure et organisation interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.</p> <p>Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> </ul>

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

Non Conforme.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de défense contre l'incendie, tel que prescrit.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera le plan de défense contre l'incendie conformément aux exigences réglementaires applicables et le transmettra aux services de l'inspection (notamment les synoptiques d'alerte et d'alarme de la déchèterie, afin de clarifier le fonctionnement des dispositifs pour l'ensemble des agents).

Il veillera également à :

- intégrer ce plan dans le cursus d'accueil et de formation initiale des agents ;
- organiser des sessions de recyclage régulières pour le personnel ;
- mettre à jour les procédures et documents associés en fonction des évolutions du site ou des réglementations applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 11 :** Procédure et organisation interne

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maitrise des sinistres

**Prescription contrôlée :**

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

[...]

**Constats :**

Non Conforme.

Lors de la visite, il a été constaté qu'aucun exercice n'avait été réalisé pour tester la mise en œuvre opérationnelle des moyens d'intervention et les procédures d'urgence existante pour le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra :

- réaliser les exercices de défense contre l'incendie conformément aux exigences réglementaires y compris avec le SDIS ;
- formaliser et transmettre les comptes rendus des exercices aux services de l'inspection ;
- intégrer la formation initiale et le recyclage des agents au sein de ces exercices ;
- mettre à jour les procédures d'intervention en fonction des enseignements tirés des exercices, des évolutions du site ainsi que du retour d'expérience de la profession.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois